



Assemblée générale

Distr. générale
24 février 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa soixantième session, 2-6 mai 2011

N° 1/2011 (République arabe syrienne)

Communication adressée au Gouvernement le 17 décembre 2010

Concernant: Mohamed Ahmed Mustafa; Hassan Ibrahim Saleh et Maarouf Ahmad Malla Ahmad

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe a transmis au Gouvernement une communication et regrette que celui-ci n'ait pas fait parvenir les informations demandées.

3. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États

intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

4. L'affaire a été soumise au Groupe de travail comme suit: Mohamed Ahmed Mustafa, 48 ans, marié et père d'un enfant, résidant habituellement à Kadour Bek à Al-Qamishli, a des activités politiques et est avocat au barreau d'Al-Hassaka.

5. Hassan Ibrahim Saleh, 62 ans, marié et père de huit enfants, réside habituellement à Massaken Al-Moalemen, dans le quartier de la corniche, rue Khalij à Al-Qamishli.

6. Maarouf Ahmad Malla Ahmad, 56 ans, marié et père de famille, réside habituellement à Kadour Bek à Al-Qamishli.

7. M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad, qui sont membres du groupe d'opposition politique kurde, et dirigeants du parti politique «Yeketi», connu pour ses activités dans la défense de la minorité kurde et de ses revendications culturelles.

8. Le 26 décembre 2009, M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad ont été arrêtés alors qu'ils se rendaient au poste de police central d'Al-Qamishli, où ils avaient été convoqués par le Directeur général. Ils ont été conduits à la section «Al-Hassaka» des services de la sûreté générale.

9. M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad ont été placés à l'isolement du 26 décembre 2009 au 2 janvier 2010. Depuis le 2 janvier 2010, ils sont détenus dans la section «Al-Fayhaa» qui relève des services de la sûreté générale de Damas.

10. Selon les informations reçues, M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad ont été détenus au secret pendant plus de cinq mois, privés de tout contact avec le monde extérieur et avec leur famille. C'est le 6 juin 2010 seulement qu'ils ont comparu devant la Cour suprême de sûreté de l'État à Damas. C'était également la première fois que leurs proches avaient accès à des informations sur leur sort et le lieu où ils se trouvaient. À cette occasion, ils ont appris que M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad étaient accusés de «tentative de sécession» en vertu de l'article 267 du Code pénal syrien. Le 20 juillet 2010, ils ont été présentés devant la même Cour pour une nouvelle audience. Au moment où la communication a été envoyée, aucun jugement n'avait été rendu.

11. Les proches et l'avocat de M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad ne sont pas autorisés à leur rendre visite au centre de détention. Ils craignent que les détenus, qui sont à l'isolement, ne soient soumis à des tortures ou d'autres mauvais traitements.

12. La source informe le Groupe de travail que, entre le 29 décembre 2009 et le 6 juin 2010, M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad ont été maintenus au secret sans motif légal et sans avoir la possibilité d'être en contact avec le monde extérieur. Selon elle, une aussi longue période de détention avant la première comparution devant un tribunal n'est

pas conforme à la loi de la République arabe syrienne ni aux principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

13. La source affirme que l'arrestation de M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad est due exclusivement à leurs activités politiques pacifiques et à la volonté des autorités syriennes d'empêcher toute forme d'opposition et de liberté d'expression dans le pays. Selon les informations disponibles, la seule raison pour laquelle M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad ont été convoqués par les services de sécurité est l'organisation d'une conférence le 3 décembre 2009 visant à débattre pacifiquement de la situation de la minorité kurde dans la République arabe syrienne. Ainsi, d'après la source, le traitement subi par M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad constitue une violation des obligations qui incombent à la République arabe syrienne en vertu de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

14. La source affirme en outre que le maintien en détention de M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad est contraire à l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En particulier, l'article 9 du paragraphe 2 du Pacte dispose: «Tout individu arrêté sera informé, au moment de son arrestation, des raisons de cette arrestation et recevra notification, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre lui». D'après la source, M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad n'ont pas été informés de ces raisons, ni au moment de leur arrestation ni plus tard. Au lieu de cela, ils ont été conduits dans un lieu secret et y sont restés plusieurs mois. Selon les informations reçues, lorsqu'ils étaient détenus dans ce lieu secret, M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad n'ont pas bénéficié de l'assistance d'un avocat et n'ont pas eu la possibilité de contester la légalité de leur détention, comme l'exige le paragraphe 4 de l'article 9 du Pacte. Bien qu'ils aient été présentés à un juge le 6 juin 2010, ils sont toujours en détention et ont été privés de tout contact avec le monde extérieur, notamment avec leur famille et leur avocat, Sabri Mirza, qui a été engagé par les familles.

15. La source affirme que M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad ont été empêchés de contester la légalité de leur détention. Selon elle, aucune des garanties minimales d'un procès équitable n'a été respectée. À ce sujet, la source informe le Groupe de travail que, lorsqu'ils ont comparu devant un juge de la Cour suprême de sûreté de l'État, M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad n'ont pas été autorisés à s'entretenir avec leur avocat. Ils n'ont pas pu disposer «des facilités nécessaires à la préparation de [leur] défense» ni «communiquer avec le conseil de [leur] choix», comme il est énoncé au paragraphe 3 b) de l'article 14 du Pacte.

16. La source renvoie à l'Observation générale n° 32 (2007) du Comité des droits de l'homme relative au droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable (CCPR/C/GC/32) dans laquelle le Comité précise que «les dispositions de l'article 14 s'appliquent à tous les tribunaux et cours de justice (...) qu'il s'agisse de juridictions de droit commun ou d'exception, de caractère civil ou militaire» (par. 22). Il est aussi indiqué dans l'Observation générale que le Pacte exige que «les procès respectent intégralement les prescriptions de l'article 14 et que les garanties prévues dans cet article ne soient ni limitées ni modifiées par le caractère militaire ou exceptionnel du tribunal en question». Le Comité des droits de l'homme a également souligné qu'il importait de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer que des procès menés par des tribunaux militaires «se déroulent dans des conditions garantissant véritablement les pleines garanties prévues à l'article 14». Selon les informations reçues, pendant la procédure devant la Cour suprême de sûreté de l'État, et en raison du refus du bureau du procureur, la défense n'a pas été autorisée à intervenir. Selon les informations disponibles, les seuls éléments que la Cour pouvait prendre en considération étaient les comptes rendus *in extenso* des interrogatoires menés par les services spéciaux, services qui étaient responsables de la détention secrète de M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad.

17. À l'issue de l'examen du rapport initial de la République arabe syrienne, le Comité contre la torture a noté dans ses observations finales (CAT/C/SYR/CO/1), adoptées le 12 mai 2010, qu'il était «profondément préoccupé par les allégations nombreuses, persistantes et cohérentes concernant le recours routinier à la torture» par les fonctionnaires chargés de faire appliquer la loi et de mener les enquêtes, «en particulier dans les lieux de détention». Il était également «préoccupé par des informations crédibles indiquant que de tels actes sont courants avant même que des accusations soient portées, ainsi que pendant la détention avant jugement, lorsque le détenu est privé des garanties juridiques fondamentales, en particulier du droit d'accéder à un avocat. (...) Le Comité était également «gravement préoccupé par l'absence d'enregistrement systématique de tous les détenus dans les lieux de détention relevant de la juridiction de l'État partie» (par. 7). Selon la source, les violations alléguées des paragraphes 1 à 4 de l'article 9 du Pacte international aux droits civils et politiques et des paragraphes 1 et 2 de l'article 14 sont d'une gravité telle qu'elles constituent une détention arbitraire.

Réponse du Gouvernement

18. Le Président du Groupe de travail a adressé la communication au Gouvernement le 17 décembre 2010 et lui a demandé d'apporter les informations nécessaires. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas répondu dans le délai de quatre-vingt-dix jours, fixé au paragraphe 15 de ses méthodes de travail. Le Gouvernement n'a pas non plus demandé une prolongation du délai, conformément aux paragraphes 15 et 16 des méthodes de travail du Groupe de travail.

Délibération

19. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail est en mesure de rendre son avis sur l'affaire, à la lumière des allégations présentées, bien que le Gouvernement n'ait pas fait connaître sa version des faits ni donné d'explication sur les circonstances de l'affaire.

20. Le Groupe de travail note avec préoccupation que le Gouvernement n'a pas répondu à sa communication, compte tenu du nombre et de la gravité des violations invoquées par la source. Ces violations sont notamment la détention dans un lieu secret, sans contact avec le monde extérieur, les avocats ou la famille, l'absence de notification des accusations au moment de l'arrestation ou dans un délai raisonnable, l'absence de procès équitable, et le fait que la détention de M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad, qui sont membres de l'opposition politique syrienne, soit liée à l'expression pacifique d'idées et d'opinions et à la tenue de manifestations.

21. En ce qui concerne la détention secrète, le Groupe de travail a réaffirmé dans son rapport annuel soumis au Conseil des droits de l'homme en mars 2010 que cette forme de détention constituait «une violation absolue du droit international des droits de l'homme, y compris en période d'état d'urgence ou de conflit armé (...). Aucun pays ne devrait permettre que des personnes soient secrètement privées de leur liberté pour une durée potentiellement indéfinie et détenues hors du cadre de la loi sans avoir la possibilité de recourir aux procédures légales, notamment l'*habeas corpus* (...). De même, la détention secrète constitue une disparition forcée. S'il y est recouru d'une manière généralisée ou systématique, elle peut même répondre aux critères d'un crime contre l'humanité» (A/HRC/16/47, par. 54).

22. En ce qui concerne le déroulement des faits, le Groupe de travail note que M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad ont été arrêtés le 26 décembre 2009 et conduits dans un lieu secret, en violation de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ils n'ont pas été informés des accusations portés contre eux ni des raisons de leur arrestation,

ils n'ont comparu devant un juge de la Cour suprême de sûreté de l'État, juridiction d'exception, que le 6 juin 2010. Ils n'ont pas eu accès librement et sans restrictions à leur avocat et à leur famille. À ce jour, aucun jugement n'a été rendu. À la lumière des informations disponibles, le Groupe de travail ne peut que conclure que les intéressés sont effectivement empêchés de contester leur détention devant un tribunal indépendant et impartial. Ils n'ont pas bénéficié des garanties minimales du droit à un procès équitable, énoncées notamment à l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

23. Enfin, le seul motif justifiant l'arrestation ou la détention des intéressés concernés semble tenir au fait qu'ils appartiennent au parti politique d'opposition en République arabe syrienne. Le Groupe de travail rappellera au Gouvernement que le paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose: «Toute personne a droit à la liberté d'expression; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix». De plus, M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad doivent pouvoir exercer leur droit de réunion pacifique consacré par l'article 21 du Pacte. Le Gouvernement n'a avancé aucun motif valable pour restreindre le droit de M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad à la liberté d'expression et de réunion qui soit conforme aux exceptions prévues au paragraphe 3 de l'article 19 et à l'article 21 du Pacte. En tout état de cause, il ne peut en aucune circonstance recourir à des mesures manifestement inutiles et disproportionnées qui compromettraient l'essence même de ces droits. Dans le cas présent, en plaçant en détention au secret, dans un lieu secret, M. Mustafa, M. Saleh et M. Malla Ahmad, en les empêchant de s'entretenir avec leur avocat et leurs proches, et en n'informant pas ceux-ci de l'issue du procès, le Gouvernement viole clairement les critères de nécessité et de proportionnalité et compromet l'essence même de leurs droits, tels qu'ils sont garantis par les articles 19 et 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Avis et recommandations

24. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant.

La privation de liberté de M. Mohamed Ahmed Mustafa, M. Hassan Ibrahim Saleh et M. Maarouf Ahmad Malla Ahmad est arbitraire. Elle relève des catégories II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail, en ce qu'elle est contraire aux articles 9, 10, 11 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 9, 14, 19 et 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

25. Suite à l'avis rendu, le Groupe de travail demande au Gouvernement de la République arabe syrienne de libérer immédiatement M. Mohamed Ahmed Mustafa, M. Hassan Ibrahim Saleh et M. Maarouf Ahmad Malla Ahmad et de leur accorder une réparation appropriée.

[Adopté le 3 mai 2011]